

Lien social et Politiques

Enfermement et relégation des jeunes des classes populaires rurales

Thomas Venet

Les catégories populaires face aux nouvelles inégalités
Numéro 74, automne 2015

URI : id.erudit.org/iderudit/1034067ar

DOI : [10.7202/1034067ar](https://doi.org/10.7202/1034067ar)

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Lien social et Politiques

ISSN 1204-3206 (imprimé)
1703-9665 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Venet, T. (2015). Enfermement et relégation des jeunes des classes populaires rurales. *Lien social et Politiques*, (74), 113–125. doi:10.7202/1034067ar

Résumé de l'article

La désindustrialisation pousse la recomposition généralisée des classes populaires. Les territoires organisés autour de l'industrie jusque dans les années 1970 deviennent des lieux de relégation sociale, en particulier pour les jeunes. Ces derniers ne parviennent plus à accéder à l'autonomie (par le manque d'emplois, notamment), à formuler des projets, à s'imaginer en dehors du territoire et des réseaux de proches. Il en résulte un sentiment d'enfermement dans la jeunesse, qui entraîne un repli sur soi et sur l'entourage se traduisant en pratique par la recherche d'une reconnaissance sociale dans l'entre-soi (par la famille) et la construction d'un « eux » et d'un « nous » forts.

Tous droits réservés © Lien social et Politiques, 2015

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne. [<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>]

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. www.erudit.org

Enfermement et relégation des jeunes des classes populaires rurales

THOMAS VENET

Doctorant contractuel
Institut national d'études
démographiques
Rattaché au Centre de recherche
sur l'action publique et le politique
(UMR 7319 CNRS-UPJV) et au
Centre de recherche de l'Institut de
démographie de Paris I (EA 134)

LES ANNÉES 1970 MARQUENT LE DÉBUT DE TRANSFORMATIONS GLOBALES DU SYSTÈME productif français. À partir de cette période, les entreprises ont tendance à adopter de nouveaux modèles de production basés sur la rentabilité maximum, rendue possible par la compression des coûts liés aux salaires et aux matières premières. Ce phénomène, particulièrement visible dans l'industrie, se traduit par la réorganisation des ateliers, l'externalisation de certaines activités, la réduction et la flexibilisation de la main-d'œuvre, et la délocalisation massive de nombreux sites de production. Ces transformations affectent l'ensemble du territoire français, mais ont de forts impacts sur les zones géographiques s'étant longtemps organisées autour de l'activité industrielle. La « désindustrialisation » a évidemment des effets directs sur le marché de l'emploi de ces territoires, mais elle entraîne également une recomposition des rapports à la famille, au travail, à la formation, et finalement des rapports à l'avenir, notamment pour les jeunes générations qui ne trouvent plus les appuis permettant d'accéder à l'autonomie. Dans ce cadre, les effets sociaux des mutations socioéconomiques dépassent de loin la sphère de l'emploi et atteignent de plein fouet la vie collective.

À partir d'une enquête de terrain menée auprès de jeunes habitant un territoire désindustrialisé (voir encadré), nous nous pencherons ici sur leurs situations et dispositions face à l'avenir. Nous verrons que ces jeunes font l'objet d'un enfermement total, reflet des différentes formes de relégation sociale qui les visent. Enfermés spatialement sur un territoire restreint et dans des rythmes temporels marqués par l'instantanéité; enfermés dans des réseaux d'interconnaissances peu développés, formés dès l'enfance et semblant immuables; enfermés dans la précarité et la dépendance vis-à-vis des parents, ne pouvant avoir accès à un emploi stable; finalement enfermés dans une « jeunesse » qui se

prolonge, sans perspective d'« installation chez soi » ni de mise en couple durable permettant de fonder une famille. Écartés de l'autonomie et relégués dans une zone stigmatisée (Mischi et Renahy, 2008), ces jeunes se caractérisent par un fort repli sur eux-mêmes, se traduisant par une défiance généralisée envers l'extérieur. Nous verrons ensuite que cet enfermement a des effets sur leur vision politique du monde et leurs rapports familiaux.

L'enquête de terrain

Les matériaux présentés ici sont issus d'un travail de thèse en cours, portant sur les recompositions des classes populaires en territoires désindustrialisés, tant sur le plan professionnel que sur celui des valeurs. Nous nous appuyons particulièrement sur une enquête qualitative menée auprès de jeunes fréquentant les lycées, les centres de formation d'apprentis, les missions locales et les chantiers d'insertion sur l'un des territoires les plus affectés par la désindustrialisation au sein de la Picardie (qui a elle-même été l'une des régions les plus industrielles de France). Ce territoire était le lieu d'implantation de gros sites de productions chimiques et métallurgiques fortement affectés d'abord par les réorganisations de production, puis par les délocalisations. Désormais, l'emploi sur place se focalise sur le centre hospitalier recrutant principalement des personnes diplômées extérieures au territoire, sur quelques sites industriels d'environ 50 salariés n'embauchant plus en dehors de missions d'intérim, et sur un centre d'appels faisant travailler 200 salariés, avec un très fort taux de renouvellement du personnel.

Les analyses présentées ici reposent sur une quarantaine d'entretiens réalisés auprès de jeunes, scolarisés ou non. Notre échantillon se compose d'une douzaine de lycéens en terminale scientifique (7 femmes et 5 hommes de 17 et 18 ans), de 14 personnes suivant une formation en apprentissage au CFA (1 femme et 13 hommes de 19 à 24 ans), de 9 personnes en recherche d'emploi rencontrées à la mission locale (3 femmes et 6 hommes de 21 à 24 ans). Du fait des lieux investigués, la population étudiée est majoritairement masculine (les femmes sont sous-représentées au CFA et à la mission locale). La grande majorité des enquêtés sont issus de familles travaillant ou ayant travaillé dans les entreprises industrielles locales.

La démarche d'enquête vise à saisir des représentations sociales et politiques, nécessite un certain degré de confiance entre enquêteur et enquêté, et vise également à libérer les discours des cadres institutionnels. J'ai alors décidé de prendre contact avec les jeunes au sein des institutions, éventuellement d'y réaliser des entretiens, mais surtout de tenter de les revoir à l'extérieur, au café, par exemple, où les propos peuvent être plus libres. Ces conditions d'entretien permettent de mettre en mots les difficultés vécues, mais également les représentations sociales qui y sont attachées.

L'ENFERMEMENT DES JEUNES

Les jeunes des classes populaires en territoires désindustrialisés se caractérisent par un enfermement qui peut être décomposé en différentes dimensions qui s'entrecroisent. Nous verrons que les trajectoires professionnelles de ces jeunes les ramènent perpétuellement vers les statuts sociaux de « débutants » sociaux. Il en résulte une impression de ne pas pouvoir sortir de la jeunesse et d'occuper des statuts perçus comme « adultes » qui pousse les jeunes locaux à adopter un rapport particulier à l'avenir. S'ajoutent également les difficultés qu'éprouvent ces personnes à se projeter ailleurs et hors des réseaux de sociabilités proches. Le cumul de ces problématiques place les jeunes dans une situation d'enfermement dans une période de jeunesse, ici et maintenant, prise dans les réseaux d'inter-connaissances locaux.

Enfermement dans la jeunesse

Comme l'énonce Olivier Galland, « entrer dans la vie adulte, c'est franchir des étapes sociales introduisant aux rôles adultes » (Galland, 2011 : 129). La jeunesse serait donc un moment où l'on franchit des seuils de basculement vers des statuts d'adultes appris par la socialisation. Classiquement, ces seuils sont marqués par la fin des études, l'accès à un emploi stable et l'installation en couple.

Cette vision d'une transition linéaire est de moins en moins opérante, notamment par la désynchronisation des « rites de passage à l'âge adulte » (Bessin, 2002). La fin des études n'est plus forcément suivie de l'accès à un emploi stable, du départ du foyer parental, ni de la mise en couple. De plus, la flexibilisation des situations d'emploi forge de nouvelles trajectoires sociales et professionnelles. Les individus sont appelés à être actifs puis inactifs, à partir de chez leurs parents, puis potentiellement à y revenir, etc. Pour les jeunes des classes populaires, ce moment d'instabilité généralisée prend la forme d'une sorte de « prolongation de l'adolescence » forcée par le manque d'emploi.

Ainsi, dans les institutions de formation, on assiste à de perpétuels allers-retours entre formation et recherche d'emploi. Les personnes viennent y suivre une formation, mais ne trouvent pas d'emploi après elle, alors viennent se reformer, etc. Ces trajectoires produisent des profils de personnes multi-qualifiées, mais toujours hors-emploi, cantonnées à des circuits institutionnels ciblant les « jeunes ». Une jeune femme de 27 ans, en bac professionnel technique d'usinage au CFA au moment de l'enquête, expose sa trajectoire entrecoupée de formations et d'emplois intermittents :

– Là, ma passion, c'est l'électricité. Et en fait, là, je veux finir le bac, et puis partir vers ça, quoi.

D'accord, en refaisant une formation après le bac ?

– Ben, en fait, au début, y a sept ans, j'ai fait un BEP électro et un bac pro électrotechnique, mais le problème c'est que c'était quand même assez fermé aux femmes, donc j'ai pas trouvé de place, pas d'emploi, je suis restée au chômage, j'ai fait de l'intérim, et puis j'ai changé de voie, quoi. Après le bac pro électrotechnique, je voulais faire un BTS en alternance. J'ai envoyé des lettres partout pour avoir un stage, mais j'ai eu que des réponses négatives ou pas de réponse. Donc j'ai été au chômage et j'ai fait de l'intérim. J'ai fait des trucs à droite, à gauche. J'étais inscrite chez Manpower, Adecco, celle à côté, je sais plus comment elle s'appelle, et Sim. En 2012, j'ai fait un BTS maintenance, en un an, avec le GRETA d'Abbeville. Je l'ai pas eu, j'ai eu 8 et demi, mais bon... Et puis là, je galérais avec le travail, et mon père a entendu que dans sa boîte ils cherchaient un stage usinage, alors j'ai fait le bac pro technique d'usinage en alternance et j'ai eu le stage, quoi. Je me suis lancé là-dedans, je pensais trouver du travail, mais je vois bien que ça n'ira pas. Mais là, non, ce que je fais ici, ça me plaît pas. Donc, là, j'ai déposé un dossier pour travailler sur un site EDF. Si après il refaut une formation, je la ferai, c'est pas un problème.

Et vous seriez prête à le faire ?

– Ah oui, oui, ça me dérangerait pas de refaire un an de cours pour faire ça. Mais bon, les cours, je commence à en avoir... [*rire gêné*] Enfin, être assis à écouter le professeur, des fois, on aimerait bien faire autre chose, quoi... (Céline, 27 ans, en bac pro technique d'usinage au CFA, vit chez ses parents.)

Cet extrait permet aussi d'appréhender l'importance qui reste attachée aux diplômes et aux formations diplômantes. Leur acquisition, voire le cumul des qualifications, est perçue comme un vecteur d'accès à l'emploi, même si elle retarde le moment d'«entrer dans la vie adulte». Mais ce type de trajectoire rappelle surtout que la jeunesse est une catégorie de pensée construite socialement : est considéré comme jeune quelqu'un qui n'est plus un enfant, mais qui n'a pas encore acquis le statut d'adulte (caractérisé par une certaine stabilité). La jeunesse renvoie alors à une situation d'inexpérience, de noviciat, de «débutantisme» en grande partie dictée par le manque de reconnaissance professionnelle. C'est à ces difficultés que tentent de répondre les institutions de formation et d'insertion professionnelle (en apportant des connaissances, des compétences, des expériences professionnelles). Ces dispositifs ne sont que partiellement opérants. De même, la demande d'expérience pousse les jeunes à enchaîner les stages dans des domaines parfois éloignés. Au final, cette jeunesse qui s'étend semble fixer les personnes dans un perpétuel statut de «débutants» qui génère des cadres particuliers d'enfermement spatiotemporel et social.

Les premières expériences professionnelles prenant la forme de stages, de courtes missions d'intérim ou de CDD n'offrent pas d'appuis permettant de se projeter dans le long terme (Pialoux, 1979). Ces premiers emplois, précaires et ne débouchant pas sur des embauches durables, ne sont pas synonymes de début de carrière professionnelle ni d'accès à un revenu fixe (Glaymann,

2005). Les jeunes sont alors tenus éloignés de l'autonomie financière et restent dépendants du foyer d'origine. Cette dépendance génère un sentiment d'illégitimité à la fondation d'une famille, de peur de ne pouvoir en assumer les besoins.

Et comment tu te vois dans une dizaine d'années ?

– [*Silence de quelques secondes*] Franchement... Je sais pas... Ça va plus pouvoir rester comme ça longtemps... Mes parents, je les saoule [*rires*]. Et moi aussi, ils me saoulent, hein [*rires*], ça me saoule de devoir toujours... Mais je peux pas bouger sans leur voiture, et puis ... Faut que je trouve une riche [*rires*] ! Non, c'est vrai, je sais pas... Je bosse quand je peux, je suis pas fainéant, je donne un coup de main partout quand je peux, mais ça me permet pas de partir, d'habiter où je voudrais avec qui je voudrais, ça me permet rien en fait. Faut que je fasse quoi ?

Faut que tu trouves une riche ? C'est un problème d'argent ou de couple ?

– Les deux ! C'est clair, si je travaillais plus, j'aurais de l'argent, je pourrais, je sais pas. Ben, juste avoir ma maison, déjà ! J'irais toujours voir mes parents, mais je vivrais plus là-bas... Et puis aussi je suis tout seul parce que j'ai pas d'argent, ma dernière copine, on bougeait jamais, on faisait rien, c'était... [*Soupir*] On se prenait la tête tout le temps. (Quentin, 25 ans, titulaire d'un bac pro technique d'usinage, vit chez ses parents, CDD de 3 mois à temps partiel en mairie dans sa commune de résidence [1 200 hab. environ])

Cette difficulté à formuler des projets d'ordre professionnel ou familial provoque chez les jeunes une impression d'être coincés dans le temps court du présent et dans un statut qui ne laisse aucune perspective d'avenir.

Gilles Pronovost (2009) a montré que, d'une manière générale, la jeunesse est caractérisée par un rapport au temps lié à l'instantanéité. La jeunesse est le temps de l'expérimentation, de la flexibilité, de la mobilité, de l'essai et de la découverte des nouveautés sans trop en envisager les conséquences, avant d'entrer dans l'âge adulte. Il est toutefois important de distinguer deux types de court-termismes. Si l'un est caractérisé par une mise en parallèle de ce temps court avec des temporalités plus longues (comme un projet de formation), l'autre se caractérise dans les pratiques par un total repli sur soi et sur l'instant, sans réels espoirs parallèles. Les jeunes des classes populaires présents sur les territoires désindustrialisés semblent se trouver dans le second cas de figure.

Enfermement sur un territoire de relégation

En outre, les jeunes rencontrés disent souvent vouloir quitter le territoire, «partir». La plupart manifestent en effet un rejet du lieu où ils vivent. Nous nous appuierons ici sur le cas de Mickael pour illustrer l'ambivalence du

rapport au territoire local, mais cette attitude se retrouve chez bon nombre d'enquêtés.

– Pff, ici c'est trop pourri ! On fait rien, sérieux, ça craint ! On se sent pas vivant ici. Quand tu sors, tu dis que t'habites à Tergnier, c'est mort ! Une fois, j'ai été en boîte à Soissons, y avait une fille... Bien, quoi ! On commence à discuter et tout, je lui dis où j'habite, elle se met à rigoler... C'est clair, tu passes pour un plouc ! Je suis trop pressé de me casser de là, sérieux !

Tu vas partir ?

– Ah ouais, ça c'est sûr, je vais pas rester ici...

Tu sais où tu vas aller ? Tu cherches du travail ailleurs que par ici ?

– Non, je sais pas... Le travail, non, je reste pas loin, bah, je peux pas bouger facilement, alors... je cherche par ici, quoi... mais bon, il faut que je parte. (Mickael, 23 ans, BEP mécanique, en recherche d'emploi à la mission locale depuis ses 18 ans.)

Même s'ils souhaitent s'installer ailleurs, dans les faits, ces jeunes cherchent à occuper un emploi dans une zone géographique resserrée, ce qui traduit une absence de projets concrets de départ. Outre les problèmes de mobilité qui poussent les jeunes à se « rétracter » sur un territoire qu'ils peuvent principalement parcourir à pied, l'ancrage au territoire tient également au fait qu'au niveau local les individus sont connus et connaissent bon nombre de personnes en s'insérant dans des réseaux d'interconnaissance et d'entraide locaux (Retière, 2003). L'inscription dans ces réseaux, en plus d'être rentable matériellement, par exemple en partageant occasionnellement un véhicule pour faire des courses, génère également le sentiment de tenir une place légitime dans l'espace social local.

Quitter ce territoire serait alors synonyme de rupture avec les réseaux d'interconnaissance et d'entraide, mais aussi avec un lieu dans lequel on se sent légitime, en prenant le risque de ne pas réussir à reconstituer ces repères sur un autre territoire. Les espaces extérieurs sont chargés d'inquiétudes qui handicapent les projets de mobilité, en les restreignant au stade du fantasme, de l'irréalisable.

– Rien qu'Amiens, moi, je peux pas...

Tu y vas souvent, à Amiens ?

– Non, en fait, c'est surtout quand il faut acheter des trucs qu'on n'a pas ici, parce que bon, y a pas grand-chose ici, quand on veut quelque chose, des vêtements, ou faire un cadeau à quelqu'un, des fois on ne trouve pas sans aller dans les magasins à Amiens. Mais, non, y a trop de monde et... Je m'y sens pas bien... Ah, non, je ne me vois pas habiter là-bas... Et puis je connais pas, et je

ne connais personne. Une fois, on y est allés entre potes pour prendre un verre, on est allés dans un bar et en boîte, mais y avait trop de monde, et les gens...
[Silence] Nan, c'était bien, mais on l'a plus refait après. On reste ici. (Mickael)

Cet enfermement sur place est directement à mettre en lien avec les modes de socialisation valorisant le capital d'autochtonie, c'est-à-dire le fait d'être inscrits dans des réseaux d'interconnaissance locaux. Cette ressource était avant la désindustrialisation un moyen d'entrer en emploi, mais aussi en conjugalité. Ce capital a été fortement démonétisé par la pénurie de travail, par les nouveaux modes d'accès à celui-ci, et par la valorisation des individus flexibles et mobiles. Toutefois, l'importance d'être inscrits dans l'espace social local reste une préoccupation importante pour les jeunes. Ils maintiennent et tissent des liens avec leurs amis d'enfance, les personnes rencontrées au lycée et les membres des générations précédentes sous une condition forte : être et vouloir rester à proximité.

– Non, moi, les gens que je vois le plus, on se connaît depuis longtemps...
Y en a beaucoup, on se connaît depuis le collège, y en a même quelques-uns, on dit qu'on est cousins, on s'est toujours connus...

On dit qu'on est cousins ?

– Bah, ouais, en fait, on n'est pas vraiment cousins, c'est nos grands-parents ou même plus vieux qui sont frères et sœurs, mais on s'est toujours connus, on a toujours habité pas loin, alors bon, on est cousins, quoi. (Mickael)

Il semble donc que ces réseaux ne soient pas entretenus par le biais d'activités pouvant permettre de faire de nouvelles connaissances et d'élargir ses relations. En fait, ils sont principalement constitués de personnes se connaissant depuis l'adolescence ou de membres de la famille élargie. Les réseaux de sociabilité des jeunes sont donc denses, mais figés et contraints par le territoire, venant encore amplifier ce sentiment d'enfermement dans l'ici et le maintenant.

Enfermés sur un territoire réduit, à cause d'un manque de mobilité et d'un fort ancrage dans les réseaux d'interconnaissance locaux, les jeunes des classes populaires rurales se sentent illégitimes à partir, n'arrivent pas à formuler de projets à cause du manque d'appuis leur permettant de fonder un avenir envisageable, et développent une vision du monde extérieur leur étant peu favorable et ne leur accordant aucune place.

RECHERCHE DE RECONNAISSANCE DANS L'ENTRE-SOI ET LA FAMILLE

Cet enfermement peut être analysé comme une privation multiple de reconnaissance sociale entraînant différentes formes de réactions de la part des individus. Ces derniers se trouvent également privés de l'autonomie à laquelle ils aspirent, privation légitimée du point de vue des institutions qui les encadrent par leur

manque d'«employabilité» ou de mobilité. Le manque de qualification ou d'expérience professionnelle, couplé aux réticences à quitter le territoire proche, semble occulter le manque d'emploi au niveau local et offre des cadres de justifications individuelles (aux agents des missions locales, notamment) des problématiques rencontrées par les jeunes. Les jeunes des classes populaires rurales se trouvent donc relégués du point de vue professionnel, mais sont également appelés par les institutions à porter pleinement la culpabilité de cette relégation. À ce déni de reconnaissance sociale lié à la jeunesse s'ajoutent d'autres stigmates attachés aux mondes ouvriers et ruraux (éloignement des pratiques culturelles «nobles», modes d'expression particuliers, par exemple) pouvant également leur être préjudiciables. Enfin, comme l'ont notamment montré Stéphane Beaud et Michel Pialoux (1999) et Nicolas Renahy (2005), les problématiques rencontrées par les ouvriers en général et par les plus jeunes en particulier font l'objet d'une invisibilité médiatique. Ce contexte forme un nouveau pan de la socialisation des jeunes issus des territoires ruraux désindustrialisés qui a des effets sur leur vision du monde et leur positionnement dans la structure familiale.

Structuration du « nous » et du « eux »

De cette socialisation découle une vision du monde dualiste dans laquelle s'oppose un « nous », ici et entre nous, à un « eux » pouvant prendre de multiples visages. Alors que les jeunes des classes populaires se trouvent au cœur de paradoxes liés à un monde qui disparaît (dont l'injonction sociale à être autonome et à fonder une famille, alors que les appuis permettant l'accès à l'indépendance ont disparu) et ont le sentiment de devoir sauver une identité, cette dernière semble être constamment méprisée.

Dans ce cadre, les entreprises et le système politique et financier encourageant les délocalisations sont perçus comme des entités agressives s'acharnant à générer la misère au sein du « nous ». Les partis politiques dits de gouvernement, le PS, le centre et l'UMP, sont perçus comme des traîtres œuvrant pour le bien-être d'autres populations. Schématiquement, le PS est considéré comme un organe ne s'occupant que des banlieues, alors que l'UMP serait aux ordres des personnes les plus riches. Se forme alors un sentiment d'être méprisé par ces partis politiques, tandis que d'autres populations semblent privilégiées, notamment par la couverture médiatique de leurs territoires et problématiques propres. La figure du jeune de banlieue bénéficiant d'aides dont eux seraient privés mais ne faisant rien pour s'en sortir devient alors un élément repoussoir.

– Nan, mais sérieux, y en a que pour les Mohamed et la mamie Bettencourt. Nous, sérieux, on nous voit pas. On est là, on galère, sérieux, et c'est comme si on existait pas, quoi. Marine, elle, elle nous parle, pas comme Sarkozy, lui il faisait semblant de nous parler, tout ça, il disait qu'il allait passer le karcher, il a rien fait, et sérieux, si l'autre, là, Bettencourt, si elle lui donne des sous, c'est

pas pour rien, il travaille pour elle, elle le paie ! Marine quand elle parle, on a l'impression qu'elle nous connaît ! Elle sait ce qui va pas, elle le dit, si c'est elle la présidente la prochaine fois, elle fera ce qu'il faut...

Hum, c'est-à-dire ?

– Bah, sérieux, déjà, les aides, on les coupe. Les cités, ils vivent sur les allocs tous, on change ça, ça ira mieux, déjà. On remet des usines au lieu de faire semblant de pleurer dès qu'y en a une qui ferme. Je sais pas, moi, mais ça irait mieux, et puis on voit qu'elle, elle ment pas. Les autres, ils pensent tous pareil, ils pensent à la paie qu'ils se font ; Marine, elle croit dans ce qu'elle dit, donc ça, c'est pas pareil, aussi. (Mickael)

Ces représentations concernent bon nombre des jeunes rencontrés, bien qu'ils aient plus ou moins de facilité à les formuler. Toutefois, il serait grossier de parler d'idéologie construite et très structurée. Par exemple, elles ne sont pas forcément assimilées à des volontés de votes rigides. La citation de Mickael ci-dessus montre bien les liens réciproques qu'il établit entre sa vision du monde et les discours de Marine Le Pen, mais cette expression politique partisane n'est observable que chez une minorité. D'une manière générale, ces représentations forment un sentiment d'appartenance à un groupe, par la communauté des destins et des mépris. Cette appartenance se manifeste de manière directe (par les discours ou les affrontements) ou médiatisée. Outre les actes ouvertement racistes, la structuration de ces groupes passe en grande partie par la reprise de symboles ou d'objets vestimentaires et de références culturelles ou musicales connotés. Ainsi certains types de musique techno, agrémentés de paroles ouvertement xénophobes ou homophobes, et certaines marques vestimentaires partagées permettent de cristalliser une identité propre au groupe.

Face à ces comportements, la mission locale a mis en place des « ateliers discriminations » durant lesquels sont discutées les thématiques du racisme et de la tolérance, et sont rappelés certains éléments historiques parmi lesquels figurent différents génocides, l'apartheid en Afrique du Sud, ou encore les politiques fascistes en Europe dans les années 1930. Au regard de ces ateliers, les conseillères certifient que l'idéologie et la maîtrise de l'argumentaire d'extrême droite ne concernent qu'une minorité des jeunes. Il semble que ces éléments ne soient pas primordiaux dans la structuration de ces groupes, car ce que ces jeunes recherchent en premier lieu, c'est « une existence de groupe forte ».

Ils ne savent pas ce qu'ils disent, ils ne se rendent pas compte, ça se voit. Quand on leur explique des choses, des fois ils disent « wah, quand même », mais bon, ça change pas grand-chose... En fait, ces petites bandes, bah, y a des meneurs, qui eux doivent être convaincus, mais le reste, c'est juste des jeunes qui veulent retrouver des repères. Alors ça, ça leur permet de se reconstruire en groupe. Ils sont un groupe avec une forte identité, et ils ont l'impression d'avoir des ennemis... Alors, nous, ce qu'on peut faire, c'est essayer de leur faire enlever leur veste de marques qui peuvent renvoyer à des idées nazies,

mais c'est pas évident ! Ils ne comprennent pas que ça peut leur porter préjudice. Pour eux, c'est leur liberté d'expression, et c'est des vêtements qu'ils aiment bien parce que leurs copains aussi les portent, alors bon... (Conseillère de la mission locale de Tergnier)

Il semble qu'une adhésion grandissante aux idées d'extrême droite se développe au cœur des jeunes générations des classes populaires, en lien avec les diverses formes de relégation qui ciblent d'une manière générale les jeunes (inexpérience, irresponsabilité, fougue, etc.) (Mauger, 2010), les ouvriers (compétences politiques faibles, modes d'expressions particuliers, entre autres) (Beaud et Pialoux, 1999) et les mondes ruraux (éloignés de tout ce qui valorise l'urbain en matière de culture ou de mode de vie) (Mischi et Renahy, 2008). La force de ce mouvement semble toutefois moins résider dans les idées à proprement parler que dans leur force pour structurer les groupes de pairs. Elles permettent de structurer un fort sentiment d'identité sociale, en distinguant également le groupe des générations précédentes qui semblent incapables d'en encadrer les visions politiques et préfèrent les discours moralisateurs.

Toutefois, la recherche de reconnaissance sociale par les jeunes présents sur les territoires désindustrialisés ne se traduit pas uniquement dans les visions du monde et les pratiques politiques qui en émanent. Ces pratiques jouent un rôle important dans la sociabilité des groupes de pairs, mais elles ne doivent pas occulter les autres sphères de la vie sociale des jeunes, et notamment leurs façons d'agir et de se construire comme des hommes ou des femmes, et leurs places au sein de la famille d'origine.

Maternité, virilisme et rôles dans la famille

Les effets de la lutte pour la reconnaissance (Honneth, 2013) se ressentent aussi en ce qui concerne les conduites sexualisées et la famille. Cette dernière a, par ailleurs, souvent été analysée comme un cadre de reconnaissance, c'est-à-dire de requalification sociale, des normes et valeurs incorporées par les individus lors de leur socialisation primaire. Nous avons pu en déceler différentes manifestations.

Les difficultés d'accès à l'autonomie financière, et celles de fondation d'une famille qui en découlent, conduisent bon nombre de jeunes hommes des classes populaires à être dans l'incapacité de mettre en scène leur virilité, que ce soit dans un travail manuel en usine ou dans le rôle de père de famille (Beaud, 2009). La recherche de reconnaissance qui en résulte se concrétise dans des formes extrêmes de « virilisme », pouvant être de différentes natures, telles que l'usage abusif d'alcool, de la vitesse en voiture, ou encore de la violence. Pour les jeunes femmes, la maternité peut être perçue comme l'accession à un statut valorisant. Devenir mère signifie prendre des responsabilités, tout en restant encadrée par les grands-parents du nouveau-né, et accéder à un rôle valorisé au sein des classes populaires (Schwartz, 2012).

De même, il existe au sein de la famille des rôles que peuvent prendre les enfants cohabitants. Ceux-ci quittent alors le statut d'enfants passifs face à l'aide familiale et prennent des rôles actifs en matière de tâches ménagères ou de participation aux loyers.

Tu habites où en ce moment ?

– Chez mes parents, en fait, depuis que j'ai repris le bac pro, je suis revenue chez mes parents. Ça va, ça se passe bien, en fait, à des moments j'ai l'impression que c'est mes parents qui habitent chez moi ! [rires] Non, mais ... Enfin, c'est normal, je ne suis plus chez eux comme avant. Avant, bah, j'habitais là, et c'était normal, j'étais leur fille et ils devaient prendre soin de moi ! [rires] Mais maintenant, j'habite là et... J'essaie de ne pas compter pour rien, quoi. Quand je peux, j'aide mes parents, je paie des courses à des moments, quand je vais faire des courses, ils me remboursent pas, et je leur demande pas... Et puis quand il y a quelque chose à faire, je fais, c'est pas toujours marrant, mais bon... Et ma petite sœur est partie, mais moi je suis là, donc... Faut que ça serve [rires]. (Céline)

Les rôles familiaux de substitution masculins et féminins renvoient à des tâches différentes. Les jeunes femmes se trouvent principalement affectées à la garde des jeunes enfants, à des aides pour les rendez-vous et les papiers administratifs, ou encore à l'accompagnement des parents ou des grands-parents lors de leurs sorties. Les jeunes hommes gardent principalement les garçons en dehors des lieux de la famille (en allant à la pêche ou au foot, par exemple), effectuent des tâches de bricolage, de réparation ou d'entretien du logement. Ces rôles tenus dans la famille peuvent se transformer en petits travaux non déclarés en dehors de la famille, mais ils restent malgré tout centrés sur elle et sur le territoire proche perçu comme un cadre de reconnaissance des qualités personnelles, par ailleurs niées dans la sphère professionnelle. Ces activités permettent d'exprimer les dispositions acquises au sein de la famille et d'appeler des formes de confirmation de leurs utilités pour le monde social. Elles permettent donc une relative compensation de la relégation professionnelle et sociale dont font l'objet les jeunes des classes populaires rurales, en maintenant toutefois dans la dépendance vis-à-vis de la famille d'origine.

CONCLUSION

Sur les territoires désindustrialisés, la jeunesse prend des formes particulières. Les jeunes des classes populaires rurales font en effet l'expérience d'un enfermement à plusieurs niveaux. D'abord, le manque d'emploi stable les fixe dans un statut de perpétuels débutants (pris dans un continuum de non-emploi, de formations, de stages et de missions d'intérim). Cette situation complique l'accès à l'autonomie et entrave les projets à long terme, notamment quant à la fondation d'une famille. De même, les difficultés qu'éprouvent les jeunes à se projeter en dehors du territoire proche et des réseaux qui le constituent marquent un

enfermement sur place, sur un espace disqualifiant mais sécurisant. Il apparaît en effet que c'est par l'entre-soi local que les jeunes vont tenter de retrouver de la reconnaissance sociale. Cet entre-soi, composant un « nous » au sens de Richard Hoggart (1970), est valorisé et défendu par des mécanismes identitaires face à un « eux » multiforme renvoyant à la fois aux personnalités politiques, aux médias, au patronat financier, mais également aux franges urbaines des classes populaires perçues comme exagérément assistées.

En interne, c'est également dans les réseaux proches, et notamment dans la famille, que les jeunes essayeront de trouver la confirmation de leur utilité et de leurs valeurs sociales. Pour cela, ils mettent en avant leur masculinité par une exagération du virilisme, ou leur féminité par la maternité, afin de montrer socialement que, malgré leur dépendance, ils sont prêts à assumer des rôles nouveaux. Au fil du temps, les enfants occupent de nouvelles places dans la famille et y trouvent un cadre de reconnaissance sociale compensant en partie les formes de mépris dont ils font l'objet dans les autres sphères de leur vie.

RÉSUMÉ | A B S T R A C T

La désindustrialisation pousse la recomposition généralisée des classes populaires. Les territoires organisés autour de l'industrie jusque dans les années 1970 deviennent des lieux de relégation sociale, en particulier pour les jeunes. Ces derniers ne parviennent plus à accéder à l'autonomie (par le manque d'emplois, notamment), à formuler des projets, à s'imaginer en dehors du territoire et des réseaux de proches. Il en résulte un sentiment d'enfermement dans la jeunesse, qui entraîne un repli sur soi et sur l'entourage se traduisant en pratique par la recherche d'une reconnaissance sociale dans l'entre-soi (par la famille) et la construction d'un « nous » forts.

Deindustrialization is driving a generalized recomposition of the working classes. Regions that into the 1970s were still organized around industry have become places of social relegation, especially for youth. Young people there are no longer managing to become independent adults (chiefly because of a lack of jobs) or conceive of plans for their futures, nor can they imagine themselves outside of the immediate area in which they live and their network of friends and family. As a result, they feel trapped by their youth, which causes them to turn in on themselves and their entourage. This expresses itself in practice by a search for social recognition among their own (the family) and the construction of a strong "us" versus "them."

R É F É R E N C E S B I B L I O G R A P H I Q U E S

- BEAUD, Stéphane et Michel PIALOUX. 1999. *Retour sur la condition ouvrière*. Paris, Fayard.
- BEAUD, Stéphane. 2009. « La jeunesse populaire à l'épreuve du classement scolaire », *Agora*, 53 : 99-116.
- BESSIN, Marc. 2002. « Rites et seuils, passage et continuité », *Agora Débats/Jeunesse*, 83.
- GALLAND, Olivier. 2011. *Sociologie de la jeunesse*. Paris, Armand Colin.

- GLAYMANN, Dominique. 2005. *La vie en intérim*. Paris, Fayard.
- HOGGART, Richard. 1970. *La culture du pauvre*. Paris, Éditions de Minuit.
- HONNETH, Axel. 2013. *La lutte pour la reconnaissance*. Paris, Gallimard.
- MAUGER, Gérard. 2010. «Jeunesse : essai de construction d'objet», *Agora Débats/Jeunesse*, 56 : 9-24.
- MISCHI, Julian et Nicolas RENAHY. 2008. «Pour une sociologie politique des mondes ruraux», *Politix*, 83 : 9-21.
- PIALOUX, Michel. 1979. «Jeunesse sans avenir et travail intérimaire», *Actes de la recherche en sciences sociales*, 26 : 19-47.
- PRONOVOST, Gilles. 2009. «Rapport au temps des adolescents : une quête de soi par-delà les contraintes institutionnelles et familiales», *Informations sociales*, 153 : 22-28.
- RENAHY, Nicolas. 2005. *Les gars du coin. Enquête sur une jeunesse rurale*. Paris, La Découverte.
- RETIÈRE, Jean-Noël. 2003. «Autour de l'autochtonie. Réflexions sur la notion de capital social populaire», *Politix*, 63 : 121-143.
- SCHWARTZ, Olivier. 2012. *Le monde privé des ouvriers*. Paris, PUF.